

Microsoft a une semaine pour se plier aux injonctions de Bruxelles

Le torchon brûle à nouveau entre Bruxelles et Microsoft. La Commission européenne en a assez d'attendre: Microsoft n'a toujours pas appliqué tous les remèdes imposés par la justice européenne suite à la condamnation de l'éditeur en mars 2004 pour abus de position dominante.

Malgré les propos rassurants de Microsoft et les échanges de courriers, Bruxelles estime avoir assez attendu et menace de sanctionner sans plus attendre. Le premier éditeur mondial de logiciels a désormais sept jours pour se plier à ses injonctions. Faute de quoi, les amendes pourraient tomber. Elles pourraient se chiffrer en millions de dollars. La commissaire européenne à la Concurrence, Neelie Kroes, « a averti Microsoft qu'ils ont jusqu'à la fin du mois pour nous indiquer définitivement les mesures qu'ils prennent pour se conformer » aux exigences de la Commission, a déclaré à la presse son porte-parole, Jonathan Todd. « Si une entreprise ne se conforme pas à une décision de la Commission, elle peut être pénalisée d'une amende de 5% de son chiffre d'affaires journalier mondial », indiquait-il y a quelques semaines. Et de conclure: la « patience » de la Commission européenne se compte désormais « plus en semaines qu'en mois ». Rappelons que Microsoft a été condamné par l'Union européenne pour abus de position dominante notamment à cause de l'intégration systématique de Windows Media Player dans Windows. L'éditeur a été condamné à payer près de 500 millions d'euros d'amende. Une peccadille au vu de son trésor de guerre. Surtout, la Commission a aussi ordonné à Microsoft de commercialiser auprès des constructeurs informatiques une version de son système d'exploitation Windows ne comportant pas son logiciel audiovisuel Media Player. La Commission a aussi imposé au groupe de fournir davantage d'informations sur ses produits et protocoles à ses concurrents, afin d'assurer une concurrence loyale sur le marché des serveurs. **« Prêts à aller jusqu'au bout » ?...** Si Microsoft a bien mis en place une versions de Windows sans Media Player, l'éditeur traîne des pieds pour ouvrir ses produits et protocoles à la concurrence. La firme a tenté d'annuler ces remèdes. En vain. Commentaire récent de Steve Ballmer, patron de la firme: « Ils [Bruxelles] n'aiment pas la puissance de Microsoft. Mais nous essayons de trouver un compromis avec la Commission européenne. C'est un dossier long et complexe. Nous sommes frustrés par la forme prise par les discussions actuelles. Tôt ou tard, nous arriverons à une solution. Nous travaillons dur avec Bruxelles et nous essayons de coopérer du mieux que nous pouvons. Mais si cela n'est pas possible, nous sommes prêts à aller jusqu'au bout du procès européen », déclarait-il en avril dernier au *Figaro*. Microsoft ne se laissera donc pas faire et ne craint pas d'éventuelles pénalités. Il est tenté, semble-t-il, d'attendre une décision sur le fond, mais cela pourrait prendre plusieurs années. La firme semble aujourd'hui vouloir temporiser. Elle aurait conclu un « engagement » avec la Commission européenne pour aplanir avant la fin mai ses divergences avec les autorités européennes au sujet des sanctions qui lui ont été infligées. Mais Bruxelles, lassé de ce type de propos, attend désormais du concret de la part du géant des logiciels: il est désormais au pied du mur.